

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
RELEVÉ DE CONCLUSIONS

LUNDI 17 DECEMBRE 2012 A **20H00**
Salle du Château – Commune de Montseveroux

- ♦ **FINANCES** – Rapporteur : Philippe MIGNOT
 - 1 – Redevance incitative – amortissement des subventions d'investissement
- ♦ **ACTIVITES ECONOMIQUES** – Rapporteur : Gérard BREDY
 - 2 – Bail Granger
 - 3 – Boulangerie Bellegarde Poussieu – aménagement des loyers
 - 4 – ZA des Blâches de Jarcieu – extension – demande de subvention DETR
- ♦ **BATIMENTS – DEFENSE INCENDIE** – Rapporteur : Jean Paul MONTAGNIER
 - 5 – Installation de caméras de vidéosurveillance
 - 6 – Réserve incendie – demande de subvention DETR
- ♦ **ENVIRONNEMENT** – Rapporteur : Claude NICAISE
 - 7 – Convention d'utilisation des déchetteries pour les communes extérieures au canton
- ♦ **TOURISME** – Rapporteur : Mireille BOUVIER
 - 8 – SPL Office du tourisme
- ♦ **EQUIPEMENTS SPORTIFS** – Rapporteur : Patrick DURAND
 - 9 – Rapport activité piscine 2012
- ♦ **ADMINISTRATION GENERALE** – Rapporteur : Christian NUCCI
 - 10 – DETR 2013 – ordre de priorité
 - 11 – TRIDAN – élargissement du périmètre
 - 12 – Convention d'assistance et conseils juridiques
 - 13 – ASTA – tarifs saison 2012-2013
 - 14 – Dématérialisation des actes administratifs
 - 15 – Participation employeur pour la garantie prévoyance
 - 16 – Election d'un représentant à la commission locale de l'eau
 - 17 – Banque de France Rhône Alpes – motion de soutien
 - 18 – Maison de santé pluridisciplinaire

QUESTIONS ORALES

Marc BONNET souhaite la bienvenue aux membres du conseil communautaire et cède la parole à Christian NUCCI, lequel demande à l'assemblée de bien vouloir se lever afin de rendre hommage à Maurice PELLISSIER, décédé des suites d'une longue maladie.

Après une minute de silence, le Président donne lecture du compte rendu de la dernière séance, lequel ne soulève aucune observation.

Christian NUCCI excuse les absences de Jean Paul MONTAGNIER et Marie Claire BAULE. et informe l'assemblée de modifications dans le planning des bureaux et conseils communautaires 2013, à savoir :

- *le Bureau du 14 janvier est avancé au lundi 7 janvier*
- *le conseil du 28 janvier est avancé au lundi 21 janvier 20h30*
- *les vœux de la Communauté de Communes auront lieu le 21 janvier à 19h30*

L'ordre du jour est ensuite abordé.

I – Finances

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

• Redevance incitative – amortissement des subventions d'investissement

Il est rappelé que lors de la mise en place de la redevance incitative la Communauté de Communes a acquis des équipements tels que des bacs, puces électroniques, lecteurs, logiciel etc ...
Ces investissements ont fait l'objet de subventions, et conformément à l'article R 2321-1 la Communauté de Communes doit amortir les subventions d'équipement versées.

Il est donc proposé à l'assemblée de délibérer afin de déterminer la durée d'amortissement de ces subventions sur 5 années sur proposition du comptable public.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Fixer la durée d'amortissement à 5 années pour les subventions d'investissement relatives à la redevance incitative,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

II – ACTIVITES ECONOMIQUES

RAPPORTEUR : Gérard BREDY

• Bail Granger

Il est rappelé aux élus communautaires que l'entreprise Granger a, courant 2010, été placée en redressement judiciaire et avait sollicité un aménagement de ses loyers.

Il précise que dans le plan de continuation du redressement judiciaire, le budget prévisionnel de l'établissement, tient compte de leur passif et donc de leur capacité de remboursement des créances.
Par courrier en date du 16 novembre 2012 l'entreprise Granger sollicite le maintien de leur loyer à 1 000 € HT pour l'année 2013.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Décider de proroger l'aménagement des loyers à 1 000 € HT par mois du 1^{er} janvier 2013 au 31 décembre 2013, les autres termes du contrat restant inchangés,

Autoriser le Président à signer l'avenant au bail et tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

• Boulangerie de Bellegarde Poussieu – aménagement des loyers

L'assemblée est informée des difficultés d'exploitation rencontrées par le boulanger nouvellement installé à Bellegarde Poussieu.

Cette question est retirée de l'ordre du jour afin qu'un point sur ce dossier puisse être fait avec les élus de Bellegarde Poussieu..

QUESTION REPORTEE

- **ZA des Blâches à Jarcieu – extension – demande de subvention**

Courant avril 2012, l'assemblée a délibéré afin d'approuver l'extension de la ZA des Blâches à Jarcieu. Depuis, la Communauté de Communes a obtenu l'accord des propriétaires pour l'acquisition de leurs parcelles de terrain.

Dans le cadre de ces acquisitions et des travaux d'aménagement, la Communauté de Communes pourrait bénéficier d'une subvention DETR (Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux) dont les dossiers sont à déposer avant le 11 janvier prochain.

Il est proposé de présenter l'estimation suivante :

Dépenses

Acquisitions foncières	157 676 € HT
Frais notariés	10 000 € HT
Indemnisation fermier	26 002 € HT
Géomètre	5 000 € HT
Honoraires maîtrise d'œuvre	22 290 € HT
Travaux	297 710 € HT
Imprévus	1 322 € HT
Total	520 000 € HT

Recettes

DETR	130 000 €	25 %
CCTB (emprunt et/ou autofinancement)	390 000 €	75 %
Total	520 000 €	Soit 100 %

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

III – BATIMENTS – DEFENSE INCENDIE

RAPPORTEUR : Jean Paul MONTAGNIER

En l'absence de Jean Paul MONTAGNIER, le Président donne la parole à Serge EMPTOZ.

- **Installation de caméras de vidéosurveillance**

La Communauté de Communes souhaite installer une vidéosurveillance sur son territoire afin de faire face à la recrudescence des dégradations, dépôts sauvages, rodéos urbains et incivilités près des équipements intercommunaux

Cet équipement s'inscrit dans la volonté de l'intercommunalité de renforcer la sécurisation tant au niveau de sa voirie que des biens et des personnes.

Dans ce cadre, la Communauté de Communes doit obtenir une autorisation préfectorale et peut solliciter une aide financière auprès du Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le principe de l'installation d'une vidéosurveillance sur le territoire de la Communauté de Communes en certains points stratégiques,

Autoriser le Président à solliciter l'autorisation préfectorale préalable à cette installation,

Autoriser le Président à solliciter le Fonds interministériel pour la prévention de la délinquance pour une aide financière,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Réserves incendie – demande de subvention**

La Communauté de Communes va, dans le cadre de la défense incendie et comme déjà exposé lors de la précédente assemblée, installer des réserves incendie sur son territoire. Ces installations s'effectueront sur deux années.

A ce titre, la Communauté de Communes peut solliciter la DETR 2013 à hauteur de 25 % selon l'estimation suivante :

Dépenses

Acquisition de 8 bâches incendie	36 000 € HT
Travaux d'aménagement et d'installation des bâches	65 600 € HT
Installation d'une citerne enterrée	46 400 € HT
Total	148 000 € HT

Recettes

DETR	37 000 €	25 %
CCTB (autofinancement)	111 000 €	75 %
TOTAL	148 000 €	SOIT 100 %

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Autoriser le Président à signer toute convention d'utilisation d'une parcelle de terrain avec tout propriétaire le souhaitant et ce, dans le but exclusif de l'installation de bâches incendie dans le cadre de la lutte contre l'incendie.

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

IV – ENVIRONNEMENT

RAPPORTEUR : Claude NICAISE

Les communes de Marcollin et Lentiol utilisent depuis plusieurs années déjà les services de déchetterie de Beaurepaire.

Avec l'instauration de la redevance incitative, ces communes continuent de bénéficier de cet accès par la mise à disposition de badges liée à l'établissement d'une facture semestrielle correspondant au nombre de passage.

Afin de régulariser cette pratique, il est demandé à l'assemblée délibérante de bien vouloir autoriser le Président à signer une convention réglementant l'accès à la déchetterie de Beaurepaire.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la convention telle que ci-annexée,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

V – TOURISME

RAPPORTEUR : Mireille BOUVIER

• SPL Office du tourisme

Considérant que les sociétés publiques locales sont soumises au régime des sociétés d'économie mixte et sont compétentes pour exploiter des services publics industriels et commerciaux, ou toute autre activité d'intérêt général,

Considérant que ces sociétés publiques locales exercent leurs activités exclusivement pour le compte de leurs actionnaires et sur le territoire des collectivités territoriales et des groupements qui en sont membres,

Considérant que la création et la gestion d'activités touristiques et culturelles entrent dans le périmètre défini par la loi,

Il est proposé à l'assemblée d'adhérer à la SPL office du tourisme de Mandrin Chambaran, dont l'objet est l'augmentation de l'attractivité touristique du Territoire.

Il est proposé de désigner Mrs et Mmes :

- Mireille BOUVIER
- Sylvie DEZARNAUD
- Jocelyn PRAS
- Louise PRAT
- Lionel POIPY
- Yannick PAQUE
- Michel LESEIN
- Marc BONNET

A siéger au conseil d'administration de la SPL en tant qu'administrateur.

Il est proposé de désigner Mr Christian NUCCI, Président de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire, comme porteur d'actions à la SPL.

Après en avoir délibéré, le Conseil communautaire à l'unanimité :

Approuve le regroupement de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire à la SPL Mandrin Chambaran qui changera de dénomination, laquelle fera l'objet d'une prochaine délibération,

Approuve les statuts de cette société, tels que joints en annexe,

Approuve l'intégration de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire au capital de la SPL par l'acquisition de 100 actions d'une valeur de 500 euros chacune, soit un total de 50 000 € d'actions qui seront payées pour partie en 2013 et 2014.

Désigne le Président Christian NUCCI comme porteur d'actions à la SPL,

Approuve la composition du conseil d'administration de la SPL issue des statuts, à savoir :

- 8 postes pour la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire
- 8 postes pour la Communauté de Communes de Bièvre Chambaran

Désigne les administrateurs de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire tels que proposés ci-dessus au conseil d'administration de la SPL et de les autoriser à accepter toute fonction qui pourrait leur être confiée dans la SPL (présidence, vice présidence, membres titulaires ou suppléants, commissions d'appels d'offres ...),

Autorise les représentants de l'office du tourisme du territoire de Beaurepaire au sein des instances délibératives de l'association office du tourisme de Beaurepaire à voter lors de la dissolution et de sa liquidation,

Approuve le transfert au profit de la SPL de la convention de délégation de service public pour la gestion et la mise en œuvre de la politique touristique,

Autorise le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charge le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VI – EQUIPEMENTS SPORTIFS

RAPPORTEUR : Patrick DURAND

• **Rapport d'activité de la piscine 2012**

Il est fait état de l'activité 2012 à la piscine intercommunale.

Il ressort ainsi :

- la baignade a été surveillée par les sauveteurs pendant 106 jours pour une affluence au bain de 2 150 scolaires et 14 541 en public.
- 89 interventions pour des soins
- Nombreuses attestations délivrées à de jeunes nageurs (30)
- 13 baptêmes de plongée/marine
- 636 enfants supplémentaires grâce à l'accueil des CLSH (centre loisirs sans hébergement)

INFORMATION

VII – ADMINISTRATION GENERALE

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

• **DETR 2013 – définition de l'ordre de priorité**

Les dossiers éligibles à la DETR doivent être déposés en Préfecture avant le 11 janvier 2013 et doivent être classés prioritairement :

- 1 – ZA des Blâches de Jarcieu
- 2 – Réserves incendie

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

• **TRIDAN**

Il est rappelé qu'a été signée le 1^{er} janvier 2012, la convention constitutive de l'entente intercommunale « Transrhôdanienne Isère Drôme Ardèche Nord » entre les 5 communautés de communes du Bassin d'Annonay, du Pays Roussillonnais, Rhône Valloire, Territoire de Beaurepaire et Vivarhône.

Il est désormais proposé un élargissement de l'entente à 3 nouveaux signataires pour l'année 2013. En effet la dynamique de recomposition territoriale conduit les communautés de communes des Deux Rives, des Quatre Collines et de la Galaure à fusionner avec la Communauté de Communes de Rhône Valloire à l'horizon du 1^{er} janvier 2014.

Pour l'année 2013, ces 3 communautés de communes sont donc associées aux travaux de l'entente en leur nom propre ce qui conduit à modifier la convention constitutive initiale par voie d'avenant.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Prendre acte de l'élargissement de l'entente TRIDAN aux communautés de communes des Deux Rives, des Quatre Collines et de la Galaure,

Approuver l'avenant n°1 à la convention constitutive de l'entente qui en résulte,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Convention d'assistance et conseils juridiques**

Il est proposé le renouvellement de la convention avec le cabinet d'avocats Fessler afin de faire face à la complexité du contexte juridique actuel.

Le montant de cette convention est de 3 000 € HT pour l'année 2013.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le partenariat avec Maître FESSLER aux conditions visées dans la convention ci-annexée,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **ASTA – tarifs saison 2012-2013**

L'ASTA, association loi 1901, propose un large éventail d'activités sportives aux seniors d'au moins 50 ans, du département de l'Isère, notamment des cours de gymnastique.

La Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire prend en charge le coût des cours de gymnastique organisés par cette association afin que les seniors résidants sur le territoire puissent avoir l'accès gratuit.

En revanche, les seniors résidants hors canton, doivent verser une participation.

La cotisation est fixée pour l'année 2013 à 34 €.

Le Conseil communautaire est invité à délibérer afin de :

Approuver le tarif 2012-2013, tel qu'énoncé ci-dessus,

Autoriser le Président, à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Dématérialisation des actes administratifs**

Les services de la Communauté de Communes souhaitent dématérialiser les actes administratifs, notamment par la transmission par voie électronique des actes de la collectivité qui sont soumis au contrôle de légalité : programme ACTES.

Outre l'aspect « développement durable » de cette démarche, la dématérialisation des actes de la Communauté de Communes permettra également de réduire les délais de procédure ainsi que les coûts d'affranchissement et d'impression.

A terme, ce protocole devrait permettre de transmettre également d'une manière dématérialisée les mandats, la paie et les titres à la Trésorerie.

Il est donc proposé à l'assemblée d'engager la Communauté de Communes dans ce processus de télétransmission en recourant à un prestataire homologué (prestataire proposé par le Centre de Gestion de l'Isère permettant ainsi d'avoir une plateforme gratuite : ADULLACT) et en signant la convention correspondante avec le Préfet.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver le principe de la dématérialisation des actes administratifs,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier notamment la convention correspondante avec l'Etat, et à engager toutes les démarches inhérentes à ce processus de dématérialisation,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Participation de l'employeur pour la garantie prévoyance**

La Communauté de Communes participe à la cotisation des agents relative à leur protection sociale complémentaire quand ils en ont une (garantie de maintien de salaire).

La collectivité a choisi la procédure de labellisation, procédure qui laisse aux agents le libre choix du prestataire d'assurance parmi tous les contrats et règlements qui ont été labellisés au niveau national. La réglementation impose désormais aux collectivités de déterminer une participation fixe par agent et non plus un pourcentage de participation.

Il est donc proposé à l'assemblée de valider le choix de la Communauté de Communes d'avoir recours à la procédure de labellisation et de fixer sa participation à hauteur de 8 € par agent à temps complet, participation qui sera déterminée au prorata en fonction du temps de travail.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Décider de poursuivre dans une démarche visant à faire bénéficier ses agents d'une participation financière à leur protection sociale complémentaire

Opter pour la participation dans le cadre de la procédure dite de labellisation,

Fixer les modalités d'attribution d'une participation à compter du 1^{er} janvier 2013 de la façon suivante :

- la participation de la collectivité est fixée à 8 € par mois par agent à temps plein et calculé au prorata du nombre d'heures travaillées

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Election d'un représentant à la commission locale de l'eau**

Suite à la démission à la commission locale de l'eau de Monsieur Laurent NIVON, et au décès de Monsieur Maurice PELISSIER, il est nécessaire de procéder à de nouvelles élections.

Gérard BECT se porte candidat en tant que représentant titulaire.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

- **Banque de France Rhône Alpes – motion de soutien**

Le Comité d'établissement de la Banque de France alerte la Collectivité sur le projet de « modernisation du réseau » de la Banque de France.

Ainsi, il est programmé :

- la disparition des bureaux d'accueil et d'information d'Annonay, Oyonnax, Romans sur Isère et Voiron pourtant ouverts dans le cadre d'un contrat de service public signé entre la Banque de France et l'Etat suite au précédent plan de restructuration de 2006.
- La disparition des antennes économiques de Roanne et Vienne entre 2016 et 2020, entraînant ainsi la disparition de toute présence permanente sur des bassins de vie isolés géographiquement de leur préfecture et représentant des bassins économiques à part entière des deux départements concernés.
- La fermeture des caisses de Valence, Saint Etienne et Chambéry avec une concentration de l'activité tri des billets à Lyon, Grenoble et Annecy. Ce report d'activité entraînera automatiquement une multiplication du nombre de transports de fonds et un allongement

considérable des trajets avec comme conséquence des risques supplémentaires en termes de sécurité publique.

- Le traitement centralisé et très automatisé des dossiers de surendettement de toute la Région uniquement à Lyon et Grenoble. Les unités de Valence, Chambéry, Privas, Cluses et Bourg en Bresse, ainsi que Saint Etienne et Annecy seraient, de fait, transformées simple guichets d'accueil, avec de forts risques de fermeture à plus ou moins long terme.
- Un traitement très automatisé des dossiers de cotation des entreprises, centralisé sur quatre sites (Lyon, Annecy, Saint Etienne et Grenoble), en laissant à Valence, Privas, Chambéry, Cluses et Bourg en Bresse seulement deux ou trois personnes pour assurer les contacts Banque de France avec les acteurs locaux, les entreprises et les établissements bancaires.

Une nouvelle étape dans la disparition programmée des services de la Banque de France est donc lancée, avec le risque à terme de la régionalisation de l'ensemble des activités, voire la réduction à une stricte fonction de succursale.

Le Comité d'établissement sollicite la Communauté de Communes afin de prendre un moratoire visant à ce qu'aucune suppression d'emplois ni fermeture d'implantations n'interviennent tant que les contributions actuelles et futures de la Banque de France à l'intérêt général n'ont pas été évaluées au préalable avec la représentation nationale et les élus locaux.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Adopter une motion de soutien visant à obtenir un moratoire pour le maintien des emplois et des implantations actuelles de la Banque de France tels qu'il est expliqué ci-dessus.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

• Maison de santé pluridisciplinaire

Il est rappelé l'objectif poursuivi des maisons de santé, à savoir :

- offrir à la population d'un territoire un lieu de prise en charge la plus globale possible,
- améliorer les conditions d'exercice des professionnels de santé en facilitant, notamment la continuité des soins,
- contribuer à l'amélioration de la qualité des prises en charge des patients, par le partage d'expérience, la complémentarité des approches, l'insertion des professionnels de santé partenaires au sein de la maison de santé dans un tissu sanitaire, médico-social et social,
- développer une orientation novatrice de la formation des jeunes professionnels de santé, ouverte sur ce nouveau mode d'exercice.
- faciliter l'installation de nouveaux médecins
- offrir la présence de certains spécialistes

Les conditions requises pour l'établissement d'une maison de santé sont :

- l'exercice est pluri-professionnel : la structure ou le projet doivent comprendre au minimum deux médecins et un professionnel paramédical (infirmier, masseur kinésithérapeute ...)
- notre territoire doit être qualifié en « zone fragile » par ARS ce qui est le cas
- pour percevoir toutes les aides possibles le porteur de projet doit être une collectivité locale,
- les professionnels de santé doivent adhérer individuellement à l'association constituée uniquement de professionnels de santé

INFORMATION